

"Chaque Partie s'engage à ne pas mettre en place de systèmes AM pour la défense du territoire de son pays et à ne pas fournir la base d'une telle défense, ainsi qu'à ne pas mettre en place de systèmes AM pour la défense d'une région donnée, exception faite de ce qui est prévu dans l'article III du présent Traité." [L'article III définit les deux endroits de déploiement.]

Le Traité prévoit des mesures de vérification détaillées ainsi que la mise sur pied d'une commission consultative permanente chargée de régler les litiges concernant l'interprétation et le respect du Traité. Le Sénat américain a ratifié le Traité par 88 voix contre 2.

Au cours des années 1970, les États-Unis et l'URSS ont tous les deux poursuivi leurs recherches sur la défense contre les missiles balistiques. En 1975, les Américains ont démantelé l'installation ABM qu'ils avaient aménagée dans une base de missiles à Grand Forks, dans le Dakota du Nord.

L'URSS a conservé son emplacement ABM aux environs de Moscou. Vers la fin des années 1970 et le début des années 1980, à mesure que la capacité anti-forces (l'aptitude à frapper avec précision les silos de missiles ennemis) des missiles ICBM augmentait, on s'est de nouveau intéressé à la défense contre les missiles balistiques, vu qu'il était plus facile de protéger les silos de missiles que les agglomérations. D'emblée donc, le nouveau gouvernement Reagan accorda plus d'attention que les gouvernements antérieurs à la défense contre les missiles balistiques.

En mars 1983, le président Reagan annonça que les États-Unis s'engageraient dans l'Initiative de défense stratégique (IDS) pour se doter de défenses qui rendraient les armes nucléaires "impuissantes et désuètes". L'avenir du traité ABM était désormais incertain, car l'objectif ultime de l'IDS, à savoir le déploiement d'un bouclier défensif à l'épreuve des missiles balistiques, allait directement à l'encontre du traité même. Bien que le président Reagan ait à l'origine déclaré que les recherches inhérentes à l'IDS se feraient dans les limites autorisées par le Traité, la Maison Blanche a préconisé et cherché à faire accepter une "nouvelle" interprétation du Traité ABM qui permettrait aux